

**Zeitschrift:** Revue économique franco-suisse  
**Band:** 40 (1960)  
**Heft:** 2

**Artikel:** La révolution énergétique européenne  
**Autor:** Wolff, Salomon  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-887495>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 06.10.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# La révolution énergétique européenne

Présentation de Salomon Wolff,  
correspondant économique de la  
« Nouvelle Gazette de Zurich »  
à Paris

*Les problèmes posés par l'approvisionnement en énergie de l'Europe occidentale sont en train de changer d'aspect. Une véritable révolution se dessine dans ce domaine, une révolution qui, tout en créant certaines difficultés transitoires, semble devoir produire finalement des effets bénéfiques sur l'économie européenne en mettant à sa disposition des sources d'énergie, non seulement plus abondantes, mais aussi meilleur marché.*

*Alors que notre continent semblait, il y a quelques années encore, destiné à souffrir d'une pénurie chronique d'énergie, il règne aujourd'hui une vive concurrence entre les différentes catégories de combustibles et de carburants. La découverte d'importants gisements de pétrole et de gaz naturel, en particulier au Sahara, a amélioré sensiblement les possibilités d'approvisionnement de l'Europe en produits pétroliers.*

*Cette évolution comporte des conséquences imprévues. C'est ainsi que les pays européens croient pouvoir désormais adopter un rythme plus lent en ce qui concerne le développement de l'énergie nucléaire qui, il y a peu de temps encore, était considérée comme seule susceptible d'apporter une solution au problème énergétique européen.*

*D'autre part, le charbon européen, qui occupait jusqu'ici une place prépondérante, marque donc une nette tendance à long terme à perdre du terrain dans la concurrence avec les autres combustibles. La situation des pays grands producteurs de charbon risque d'en être affectée. Par contre, l'évolution semble devoir favoriser les pays qui disposent de sources abondantes d'approvisionnement en pétrole et en gaz naturel.*

*Au cours de ces dernières années, plusieurs rapports ont été consacrés, aussi bien par l'Organisation Européenne de Coopération Économique que par d'autres institutions, aux problèmes énergétiques européens. Quelques passages de ces rapports que nous reproduisons ci-après illustrent bien les profonds changements intervenus récemment dans ce domaine.*

S. W.

FÉVRIER 1955

« ... Notre civilisation est basée sur l'énergie. Que ce soit dans les pays industriels développés comme le nôtre ou dans les vastes territoires sous-développés d'outre-mer, de meilleures conditions de vie ne peuvent être créées que par une utilisation croissante de l'énergie. La grandeur de l'accroissement demandé est si importante, qu'elle soumettrait les ressources existantes en énergie à une contribution excessive. Quelles que soient les incertitudes dans l'immédiat, l'énergie nucléaire sera capable, au moment voulu, de produire économiquement de l'énergie. Bien plus, elle fournit une source potentielle d'énergie bien plus grande que toutes celles qui existent en ce moment. La venue de l'énergie nucléaire, par conséquent, marque le début d'une nouvelle ère. »

*Le Livre Blanc britannique sur le programme de production d'énergie nucléaire.*

MAI 1955

« ... L'histoire de l'énergie est marquée par des variations brutales, de véritables révolutions, qui constituent des étapes importantes de la civilisation; la plus caractéristique fut l'apparition de la machine à vapeur au XIX<sup>e</sup> siècle; puis vinrent, sans solution de continuité, les débuts de l'ère de l'électricité et de celle du pétrole.

« Ces dernières constituent d'ailleurs plutôt des évolutions que des révolutions, et marquent moins l'histoire de l'énergie que les débuts de la machine à vapeur.

« C'est lorsque se dessinent de telles évolutions, c'est à ces tournants de l'histoire économique, qu'il est nécessaire de faire le point et d'arrêter une politique d'avenir.

« Le moment est donc venu pour l'Europe de prendre des mesures qui s'imposent en tirant pleinement profit de ses expériences.

« En effet, son énergie étant essentiellement à base de charbon, elle n'a pu bénéficier autant que d'autres pays, et en particulier les États-Unis, de la transformation résultant de l'apparition du pétrole. Sans qu'il y ait lieu de faire une analyse profonde du phénomène, on peut affirmer qu'il est une des causes importantes du retard pris par l'économie européenne sur l'économie américaine. Nous nous bornerons à rappeler que la part du pétrole brut représente, pour l'ensemble des pays de l'O.E.C.E. 16 %, et pour les États-Unis 48 % de l'énergie primaire totale consommée... »

« La première conséquence de l'apparition de l'énergie atomique doit être de faire disparaître la crainte de pénurie d'énergie pour l'avenir; par voie de conséquence, on doit aussi abandonner l'idée que le prix de l'énergie en Europe est lié irrémédiablement au prix du charbon et est destiné à croître nécessairement, puisque le prix de l'énergie atomique future est certainement inférieur aux prix moyens européens actuels.

« Cette constatation est fondamentale et, bien que la part de l'énergie atomique ne puisse pas être très importante dans l'approvisionnement total en énergie d'ici bien des années encore, il faut en tenir compte, dès à présent, pour l'orientation de la politique énergétique... »

*« Coopération économique intra-européenne dans le Domaine de l'Énergie. »*

*Rapport présenté à l'O.E.C.E. par M. Louis Armand.*

MAI 1956

« Depuis 1945, la consommation d'énergie de tous les pays Membres de l'O.E.C.E. a régulièrement augmenté; nos prévisions supposent que ce phénomène se poursuivra, sauf perturbations mondiales majeures. Il n'est pas douteux que la réparation des destructions dues à la guerre et la nécessité de rattraper les retards dans la construction des biens d'équipement, expliquent en partie l'importance du taux moyen d'accroissement (4,8 %) constaté depuis 1948. En même temps, la volonté d'obtenir un relèvement du niveau de vie et la nécessité d'accroître la productivité en Europe occidentale pour lui permettre de conserver sa position économique dans le monde, donnent à penser que cette augmentation de la demande d'énergie se poursuivra, bien que probablement à une cadence lentement décroissante. L'augmentation de la consommation d'énergie est en fait essentielle si l'Europe occidentale veut garder une position compétitive dans les échanges internationaux. En 1953, la consommation industrielle annuelle d'énergie par travailleur était aux États-Unis de 25 tonnes d'équivalent charbon, alors que dans les pays Membres, la moyenne correspondante atteignait seulement 8 tonnes d'équivalent charbon.

Il nous faut maintenant souligner un fait marquant qui s'est produit dans l'économie énergétique de l'Europe occidentale. Jusqu'en 1927, l'Europe occidentale était un expor-

tateur net d'énergie. A l'heure actuelle, étant donné la diminution de la production de ses houillères, la faiblesse de ses ressources en autres formes d'énergie et l'accroissement constant de la demande de pétrole, elle est obligée de faire de plus en plus appel aux importations. A mesure que la consommation augmentera, cette nécessité fera peser une charge croissante sur la balance des paiements; il est donc indispensable d'établir d'urgence des prévisions chiffrées du développement de la demande énergétique et d'envisager les méthodes permettant d'y faire face. On ne doit pas perdre de vue cependant que, tandis que l'Europe occidentale sera appelée à consommer des quantités beaucoup plus grandes d'énergie, son potentiel industriel augmentera, de sorte que l'accroissement de ses exportations devrait contribuer à renforcer la position de sa balance des paiements... »

### ÉCART CROISSANT ENTRE LA PRODUCTION INTÉRIEURE ET LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE PRIMAIRE. COMMENT LE COMBLER ?

« Les principales causes de cet écart sont très simples : en premier lieu, la demande de pétrole augmente très vite alors que l'Europe occidentale est relativement pauvre en gisements pétroliers; en second lieu, la production charbonnière augmente trop lentement devant les progrès de la consommation d'énergie primaire. L'économie énergétique de l'Europe occidentale doit payer ainsi un tribut rapidement croissant aux importations de l'étranger.

En retranchant les prévisions de production d'énergie primaire des prévisions moyennes de consommation d'énergie primaire, on peut évaluer l'écart pour 1960 et 1975. Les estimations suivantes sont indiquées en millions de tonnes d'équivalent charbon :

	1955	1960	1975
Consommation d'énergie primaire . . . . .	730	840	1 200
Production européenne . . . . .	584	645	755
Écart . . . . .	146	195	445

Donc, si l'on se fonde sur la prévision moyenne, le pourcentage de la consommation d'énergie primaire qui devrait être assuré par les importations au cours de ces années, est le suivant :

1955 . . . . .	20 %
1960 . . . . .	23 %
1975 . . . . .	37 %

En 1955, l'écart a été comblé par l'importation nette de 29 millions de tonnes de charbon et de 84 millions de tonnes de pétrole brut et produits pétroliers, représentant au total une dépense équivalant à 1,9 milliard de dollars. En 1960, le coût des importations atteindrait environ 2,5 milliards de dollars et, en 1975, 5 milliards, si le charbon et le pétrole se maintenaient aux prix actuels; or, il est certain que l'un et l'autre augmentent.

Le financement de ces importations supplémentaires considérables risque de poser un grave problème de balance des paiements à certains pays européens. Dans d'autres pays, moins préoccupés par leur balance globale, les réserves de dollars seront compromises, car ils devront régler en cette devise une part croissante de leurs importations d'énergie.

Indépendamment de ce problème financier, la dépendance croissante de l'Europe occidentale à l'égard des ressources extérieures comporte des risques inévitables, tout particulièrement lorsque la majeure partie de ces ressources est localisée dans une petite région du monde. Le transport des énormes quantités de pétrole du Moyen-Orient dont le monde aura besoin entraînera inévitablement des difficultés matérielles de plus en plus grandes.

« C'est donc une nécessité urgente, pour les pays Membres que de développer encore leur production d'énergie (compte tenu de considérations d'économie et de sécurité), d'améliorer les conditions d'emploi de l'énergie et d'étudier les possibilités d'une action commune pour la solution des problèmes énergétiques... »

« Il est vraisemblable que les prix réels des différentes formes primaires d'énergie augmenteront pendant les 20 années à venir, en raison du coût croissant d'exploitation des réserves. L'énergie nucléaire est l'espoir de l'avenir plus lointain, mais en 1975, son effet ne se fera sentir que de façon limitée. La hausse des prix de l'énergie à l'importation aggraverait donc probablement le problème de la balance des paiements. La concurrence entre les différentes formes d'énergie, ainsi que le choix du consommateur, à condition qu'il soit libre, exerceront une influence salutaire sur le niveau des prix... »

« Étant donné la certitude d'une hausse des prix et la vitesse à laquelle s'accroît pour l'Europe occidentale la nécessité d'importer de l'énergie pour couvrir ses besoins, avec tous les risques que comporte cette situation, il est urgent que les pays Membres aug-

mentent encore leur production d'énergie primaire sous toutes ses formes, compte tenu de considérations d'économie et de sécurité.

Nous insistons sur le fait que le charbon demeurera le principal fondement de l'économie énergétique de l'Europe occidentale pendant de nombreuses années. Pour accroître la production de charbon, il faudra procéder à des investissements à long terme, mettre au point des méthodes d'extraction améliorées, offrir aux mineurs des conditions de travail et des salaires satisfaisants et faire de l'industrie charbonnière une branche d'activité moderne et stable qui puisse attirer un jeune personnel de valeur... »

« L'espoir chimérique placé par le public dans le développement très rapide de l'énergie nucléaire risque sérieusement de faire perdre de vue la nécessité de développer immédiatement l'industrie du charbon et les autres industries de l'énergie. A la fin des vingt années sur lesquelles porte notre enquête l'énergie nucléaire ne pourra guère couvrir plus de 8 % des besoins énergétiques de l'Europe occidentale... »

*« L'Europe face à ses besoins croissants en énergie. » Rapport préparé par un groupe d'experts présidé par Sir Harold Hartley. O.E.C.E.*

## MAI 1957

« Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, une production de charbon abondante et bon marché a centuplé l'efficacité de l'effort humain et fait de l'Europe l'atelier du monde. Mais, dans les dernières années de l'expansion économique d'après-guerre, l'Europe a soudain découvert que cette situation favorable s'était complètement modifiée et qu'un nouveau facteur conditionnait toutes ses perspectives d'avenir : dorénavant, la pénurie d'énergie risque de devenir le frein le plus grave à tout essor économique. C'est de ce point de vue que nous devons apprécier les perspectives qu'ouvre devant nous l'énergie nucléaire, précisément parvenue à l'ère des réalisations au moment où l'Europe aborde un tournant difficile de son histoire.

« En 1870, la production d'énergie s'élevait dans le monde à 218 millions de tonnes de charbon, dont les trois quarts étaient fournis par le Royaume-Uni et par l'ensemble de nos six pays.

« Actuellement, la production de charbon de nos six pays est supérieure à ce qu'était, en 1870, la production mondiale de charbon, mais elle ne représente plus que 15 % de la production totale d'énergie dans le monde. Quant aux ressources européennes en énergie de toutes natures, la rapide croissance des importations, après la seconde guerre mondiale, atteste que leur insuffisance, par rapport à la demande, s'accroît chaque année considérablement.

« A la veille de la seconde guerre mondiale, ces importations s'établissaient pour nos six pays aux environs de 5 % de leurs besoins. Elles se sont brusquement accrues au cours de la période d'après-guerre, mais on estimait alors, d'une façon générale, qu'il s'agissait d'un phénomène passager auquel mettrait fin la réorganisation de la production de charbon en Europe. Si un équilibre analogue à celui de l'avant-guerre a paru sur le point d'être réalisé en 1950, la demande d'énergie, à partir de cette date, a continué à s'accroître dans les secteurs de l'industrie et des transports, de la consommation domestique et agricole, et elle est en train de dépasser rapidement la production intérieure. L'Europe a perdu son indépendance énergétique.

« Nos six pays doivent donc consacrer tous leurs efforts à développer la production de l'énergie dans ses formes classiques, mais, si grands que soient ces efforts, ils ne permettront pas de suivre le rythme des besoins.

« Il s'ensuit que, sans l'entrée en scène de l'énergie nucléaire, les importations européennes s'élèveraient jusqu'à des niveaux inacceptables. Déjà nos six pays importent, en très grande majorité, sous forme de pétrole provenant du Moyen-Orient, près du quart de l'énergie qu'ils consomment, soit l'équivalent de 100 millions de tonnes de charbon. Or, la crise de Suez vient de montrer à quel point ces approvisionnements en pétrole peuvent être précaires.

« Pour l'avenir, on doit faire tous les efforts possibles pour accroître la production intérieure, mais il faut bien se rendre compte que, même dans ces conditions, les importations de combustibles dans nos six pays doubleront en dix ans et tripleront en vingt ans. Elles atteindront 200 millions de tonnes en 1967 et pourraient s'élever, dix ans plus tard, à 300 millions de tonnes, soit 33 %, puis 40 % des besoins.

« Des chiffres aussi élevés mettent en question l'essor économique et même la sécurité politique des pays européens. Tout d'abord, les importations d'énergie entraîneront des dépenses considérables, qui s'élèveront annuellement (en chiffres ronds et à prix constants) de \$ 2 milliards en 1957 à \$ 4 milliards en 1967 et à \$ 6 milliards aux environs de 1975. Certes, une partie de ces dépenses sera réglée en devises nationales, essentiellement en raison de la contribution apportée par nos marines marchandes et par les territoires d'Outre-Mer. Néanmoins, la nécessité de se procurer des devises étrangères pèsera lourdement sur la balance des paiements de nos pays et ceux-ci, pour pouvoir disposer de la masse de devises correspondant à ces importations supplémentaires, devront procéder à des investissements très étendus dans les industries d'exportation. L'obligation sans cesse croissante de vendre sur le marché mondial pèserait défavorablement sur la balance commerciale de l'Europe. C'est là un point dont l'importance peut être vitale pour le secteur commercial le plus vaste du monde.

« Quant à la menace politique que fait peser sur l'Europe la pénurie d'énergie, elle apparaît plus grave encore. Les récents événements et l'insuffisance des approvisionnements en pétrole

qui en est résultée ont démontré que la possibilité même d'importer cette catégorie d'énergie est incertaine.

« Le Moyen-Orient, qui possède une proportion très élevée des réserves mondiales de pétrole, est la seule région du monde capable d'assurer des livraisons d'un tel volume. Sans doute, d'après les découvertes récentes, les gisements du Sahara paraissent pleins de promesses. Mais on ne saurait espérer en retirer plus du cinquième de nos importations en énergie aux environs de 1965. Dans ces conditions, l'état de dépendance où se trouve l'Europe à l'égard du Moyen-Orient ne peut que s'aggraver, et la crise de Suez vient de nous donner, sur l'importance de ce danger, un sérieux avertissement. Au fur et à mesure que les importations de pétrole se développeront, les tentations d'exercer par ce moyen une pression politique se feront plus vives. Non seulement une interruption dans les livraisons des pétroles, si elle intervenait dans quelques années, risquerait de devenir pour nous une calamité économique, mais on sait, d'un point de vue plus général encore, combien la dépendance excessive des pays puissamment industrialisés à l'égard de régions instables peut entraîner des troubles graves dans le monde entier. Il est donc indispensable que le pétrole ne soit qu'un facteur d'expansion industrielle et ne devienne pas une arme politique.

« Aussi l'Europe, pour protéger son économie contre tout aléa, doit-elle s'efforcer de trouver d'autres sources d'énergie, pour être en mesure de limiter toute augmentation ultérieure de ses importations de pétrole. Ce résultat ne pourra être obtenu que par la mise en œuvre d'une nouvelle forme d'énergie, l'énergie nucléaire.

**« Un objectif pour Euratom ». Rapport présenté  
par M. Louis Armand, M. Franz Etzel et  
M. Francesco Giordani.**

« Plusieurs changements importants ont été apportés aux conditions économiques générales dans lesquelles opèrent les industries européennes productrices d'énergie. Deux de ces faits nouveaux méritent d'être spécialement mentionnés : en premier lieu, la création de la Communauté Économique Européenne qui a fourni aux pays immédiatement intéressés de nouvelles possibilités d'expansion, et posé aux autres pays d'Europe des problèmes nouveaux en ce qui concerne la poursuite de la collaboration; en second lieu, le marché des combustibles qui, pour toutes les catégories, avait toujours été depuis les premières années de la guerre, sauf pendant de courtes périodes, favorable aux vendeurs, est devenu, par le fait de la récession, favorable aux acheteurs. Dans ces conditions, la question de l'adaptation des prix des différents combustibles aux exigences de la concurrence a pris une importance beaucoup plus grande. En outre, les taux de fret ayant beaucoup baissé, la concurrence que les combustibles importés faisaient aux combustibles nationaux s'est temporairement aggravée. Il est encore trop tôt pour dire avec certitude si ce changement d'un marché favorable aux vendeurs en un marché favorable aux acheteurs sera ou non de nature passagère, mais il semble que la question des niveaux relatifs des coûts et des prix des différents combustibles restera beaucoup plus importante qu'à l'époque où le rapport de la Commission Hartley a été rédigé.

« En ce qui concerne les ressources, la crise de Suez a clairement mis en lumière certains des problèmes que pose pour l'Europe occidentale le fait d'être tributaire d'une seule région pour une forte proportion de ses approvisionnements en énergie. D'autre part, la recherche constante de pétrole dans le monde a conduit dans les dernières années à la découverte d'importants gisements au Venezuela, en Afrique occidentale et en Libye. La découverte de pétrole et de gaz naturel au Sahara a, en particulier, montré qu'il serait possible d'obtenir des livraisons considérables d'une région plus étroitement intégrée à l'économie de l'Europe occidentale. Cette découverte donne à l'Europe la possibilité de s'approvisionner en produits pétroliers à des sources beaucoup plus variées. Parallèlement, les découvertes récentes de gaz naturel en France et dans d'autres pays obligent à réviser les estimations antérieures quant à la place que cette source d'énergie pourra être appelée à tenir dans l'économie européenne. Enfin, pour ce qui est de l'énergie nucléaire, si on ne peut encore prévoir l'ampleur que prendra cette industrie, on connaît mieux maintenant que lors de l'établissement du Rapport Hartley certains des problèmes techniques et économiques qui se posent en ce domaine... »

« A notre demande, le Secrétariat de l'O.E.C.E. a inscrit dans ses travaux sur l'expansion future de l'économie européenne une étude sur les besoins probables d'importations de l'Europe occidentale en 1965 et en 1975, et sur l'ordre de grandeur des recettes d'origine extra-européenne provenant des transactions invisibles. Les auteurs de cette étude ont insisté, à juste titre, sur le caractère aléatoire de prévisions de cette nature. Il ressort de leur étude qu'en raison de l'augmentation du revenu réel, la valeur totale des importations de produits de base semble devoir augmenter un peu moins rapidement que le produit national brut, surtout parce que la demande d'importations de produits alimentaires de base augmente relativement moins vite que le revenu réel, mais aussi parce que lorsque les revenus réels augmentent, l'élément travail entrant dans un produit manufacturé tend également à s'accroître par rapport à l'élément matières premières. Cette étude détaillée semble indiquer que, si l'Europe occidentale réussit à conserver sa place sur les marchés mondiaux de produits manufacturés, on peut raisonnablement estimer qu'elle sera en mesure d'importer la proportion croissante de ses fournitures totales d'énergie qui figure dans nos prévisions... »

JANVIER 1960

« En ce qui concerne le paiement des importations d'énergie dont nous avons parlé, il faut tenir compte de deux facteurs. Tout d'abord, les importations supplémentaires proviendront, dans une forte proportion, du Sahara qui est situé dans la zone franc et avec lequel il pourrait être plus qu'à l'ordinaire facile d'équilibrer les importations par les exportations. En second lieu, même pour du pétrole provenant d'autres origines, le montant net des paiements à opérer à l'étranger, déduction faite des intérêts et dividendes afférents aux participations européennes dans les compagnies pétrolières considérées, est très inférieur au coût des importations tel qu'il figure dans les statistiques commerciales.

« Après avoir étudié le problème, nous ne pensons pas que les importations suscitent de graves difficultés pour la plupart des pays européens dont la position économique est solide, ni que les charbonnages européens trouveront dans la difficulté constante de gagner assez de devises pour payer les importations, une protection contre la concurrence de l'énergie importée.

« Nous avons longuement examiné le problème du « déficit » des ressources énergétiques européennes que pose la question des importations. Nous avons déjà signalé que nous ne prévoyons ni pour 1965, ni pour 1975 un « déficit » au sens de pénurie probable dans les approvisionnements totaux en énergie primaire, qu'il serait impossible de combler par les importations que nous serions en état de payer. Ce « déficit » qui avait beaucoup préoccupé la Commission Hartley a été depuis lors ramené à un chiffre moins considérable, en raison de l'augmentation envisagée, pour 1975 du moins, des fournitures indigènes de lignite et de gaz naturel, ainsi que des perspectives de production de pétrole et de gaz naturel dans une région où il serait relativement facile de financer des importations (Sahara). Par ailleurs, notre estimation moyenne, légèrement supérieure, de la demande, permet de croire que la proportion de l'énergie importée sera très voisine de celle qui avait été prévue par nos prédecesseurs.

« Nous ne considérons pas que les pays Membres doivent s'alarmer exagérément de l'existence d'un « déficit » des ressources énergétiques européennes, si l'on entend seulement par ce terme qu'une fraction croissante de la consommation totale devrait être convertie par des importations, à condition, comme nous le croyons, que l'on puisse raisonnablement espérer couvrir le coût de ces importations. Dans ce sens, l'approvisionnement de l'Europe fait apparaître des « déficits » beaucoup plus graves pour les produits alimentaires, les matières textiles, les métaux non ferreux et nombre d'autres produits indispensables. Nous ne sous-estimons pas la nécessité d'assurer un approvisionnement constant et régulier en énergie. L'un des membres de la Commission estime que les ressources nationales — et des pays participants — offrent une sécurité particulière. Il est alors de bonne politique que cet avantage soit marqué par certaines mesures de préférence. La plupart des membres de la Commission, cependant, ne considèrent pas la protection ou l'encouragement artificiel de la production intérieure d'énergie comme le moyen le plus satisfaisant d'obtenir cette sécurité... »

L'examen des problèmes liés à l'évolution future de la demande et des approvisionnements en énergie de l'Europe occidentale nous a conduits à formuler les conclusions générales suivantes :

« Il semble rationnel de penser qu'à l'avenir l'expansion des économies européennes se poursuivra à une cadence supérieure à celle de l'avant-guerre. Ceci étant, nous prévoyons que la demande d'énergie primaire en Europe augmentera de 25 à 35 % (soit, en équivalent charbon, de quelque 200 à 270 millions de tonnes) entre 1955 et 1965 et de 58 à 83 % (soit, en équivalent charbon, de quelque 450 à 650 millions de tonnes) entre 1955 et 1975. Nous reconnaissons que toutes les estimations de ce genre présentent fatalement une forte marge d'incertitude... »

« Il est peu probable qu'une pénurie durable des approvisionnements en énergie primaire intervienne d'ici 1975. Certes, la nécessité de trouver de nouvelles sources d'énergie est réelle au delà de la période sur laquelle portait notre étude, mais il semble peu probable que des pénuries se fassent sentir de façon aiguë dans les approvisionnements pétroliers ou autres d'ici 1975. Les pays Membres ne devraient donc pas fonder leurs politiques énergétiques sur l'hypothèse d'un « déficit » probable des approvisionnements énergétiques de l'Europe, en ce sens qu'ils ne trouveraient pas, à la source, des approvisionnements suffisants en énergie.

« Étant donné la diversification croissante des ressources potentielles en énergie, nous ne pensons pas que la recherche d'approvisionnements à l'extérieur se heurte à de graves difficultés techniques. Nous n'avons pas de grandes craintes concernant la possibilité, pour la plupart des pays européens dont l'économie est solide, de payer les importations d'énergie qui seront probablement nécessaires. On peut raisonnablement penser que les importations accrues d'énergie que notre étude laisse prévoir ne dépasseront pas les possibilités de l'Europe.

« Dans l'élaboration d'une politique à long terme de l'énergie, la préoccupation majeure devrait être, selon nous, d'assurer des approvisionnements en énergie abondants et à bas prix en laissant au consommateur une pleine liberté de choix. Nous reconnaissons néanmoins que cette liberté de choix n'est susceptible d'être conforme à l'intérêt général que si toutes les mesures possibles sont prises pour garantir qu'il y aura entre les différentes sources d'énergie une concurrence loyale et pour éliminer ou compenser dans une juste mesure les distorsions.

« La meilleure manière de servir l'intérêt général est d'opposer le moins grand nombre possible d'obstacles au développement économique des sources d'énergie récentes et moins coûteuses. Il serait néanmoins regrettable que les aléas découlant de la découverte de l'énergie nucléaire freinent le développement des sources d'énergie traditionnelles. Il est probable que d'ici 1965 aussi bien que d'ici 1975, l'énergie nucléaire ne pourra apporter qu'une contribution relativement faible à l'approvisionnement énergétique total de l'Europe occidentale.

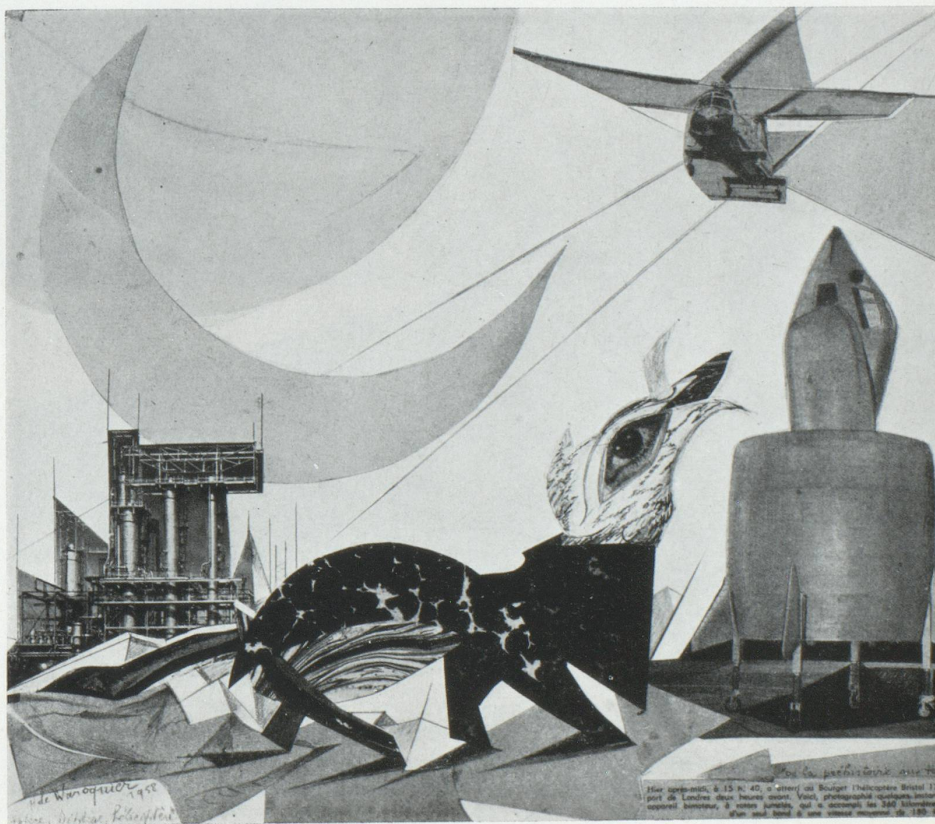
« Toute politique visant à développer les ressources nationales en énergie devrait se fonder sur l'évolution probable à long terme et s'inspirer de considérations économiques saines. On devrait éviter que cette politique conduise à une augmentation considérable du coût de l'énergie, d'autant qu'une telle hausse n'a rien d'inéluctable... »

**« L'Énergie en Europe, nouvelles perspectives ».  
Rapport de la Commission consultative de  
l'Énergie. O.E.C.E.**

« Le déséquilibre constaté actuellement sur le marché de l'énergie persiste notamment pour l'économie charbonnière, même après la reprise de la conjoncture. Ce fait dénote que ce sont surtout des modifications de structure qui déterminent l'évolution particulière de l'économie énergétique. En 1959, la consommation apparente d'énergie s'est développée parallèlement aux tendances de l'évolution moyenne prévue, sans pour autant rattraper le retard qu'elle avait pris en 1958; elle était cependant légèrement supérieure au niveau de 1957. Le charbon a dû supporter seul tous les inconvénients de la récession conjoncturelle. La diminution de la consommation de houille de 1958 à 1959 a excédé d'environ 34 millions de tonnes e.c. (équivalent charbon) la réduction de la consommation globale d'énergie. Le terrain perdu par la houille au profit du fuel et du gaz naturel est estimé à 12 à 14 millions de tonnes e.c. pour cette période. De 1950 à 1958, la part de la houille dans l'approvisionnement de la Communauté en énergie primaire est tombée de 72,5 à 57,7 %, sous l'influence de facteurs extérieurs et intérieurs... »

FÉVRIER 1960

**« VIII<sup>e</sup> rapport général de la Haute Autorité  
de la Communauté Européenne du Charbon  
et de l'Acier » (résumé).**



La révolution énergétique vue par  
le peintre Henri de Waroquier :  
« Coléoptères, diptères, hélicoptères »